



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

19-10-2016

Présidentielles : se débarrasser du capital, seule alternative politique claire

Dans notre article du 12 Octobre dernier (voir sur le site : Présidentielle, la vraie question), notre Parti définit les enjeux des élections présidentielles et législatives de 2017.

Changer radicalement de politique, en finir avec le capital est la seule voie pour répondre aux besoins du peuple.

Des moyens considérables existent pour cela, mais rien ne se fera sans l'intervention déterminée des travailleurs, toute l'histoire sociale que ce soit en France ou ailleurs nous apprend que le capital ne lâche jamais rien. Sans lutte sociale et politique quotidienne, le capital, les multinationales poursuivent leur objectif : accroître les profits. Pour cela elles ont besoin de casser l'emploi industriel pour exploiter plus au « moindre coût », démanteler les services publics, supprimer les droits du travail, les acquis sociaux, tout cela accompagné d'une répression sans cesse plus forte contre celles et ceux qui luttent.

La question des luttes et de leur amplification est donc plus que jamais posée pour faire reculer le capital jusqu'à ce qu'il disparaisse.

La dernière annonce du groupe Peugeot, après celle d'Alstom concernant de massives suppressions d'emplois démontre bien que les multinationales n'ont qu'un seul but : augmenter les profits quelques soient les moyens employés et les conséquences sociales engendrées.

Qu'en pensent les candidats aux élections ?

- La droite tient ses « primaires », nouvelle trouvaille (dont le PS est à l'origine) pour occuper l'espace médiatique et faire croire aux électeurs que les candidats sont différents. Qu'ont-ils de différents ? Tous sont pour une austérité renforcée, tous proposent de nouvelles suppressions d'emplois dans les services publics, un nouveau recul de l'âge de la retraite, de poursuivre la suppression des droits du travail, de flexibiliser sans contrainte le temps de travail et les salaires (déjà contenu dans la loi El Khomri), de privatiser totalement ce qu'il reste de l'industrie nationale, d'attaquer de front les derniers acquis sociaux. Bref, il faut prendre un peu de temps pour examiner le contenu des programmes pour comprendre qu'ils vont tous dans le même sens : contre les travailleurs et le peuple.

Par contre, tous sont pour continuer et accentuer la baisse des « charges » des entreprises par de nouvelles exonérations fiscales et sociales dont on sait très bien qu'elles n'ont aucune influence sur l'emploi, cela se saurait... Elles ne servent qu'à gonfler les profits et aggraver les difficultés d'accès à la santé et à la protection sociale. Tous sont pour réduire le « déficit public », la « dette sociale » avec les conséquences déjà très lourdes que subissent la population et les travailleurs des services publics et de la fonction publique. Tous ces programmes sont dirigés contre les travailleurs pour répondre aux exigences du MEDEF.

- **Le Front National** est silencieux sur le programme de la droite comme sur le sien, et pour cause, à peu de chose près ce sont des photocopies... « L'entreprise doit devenir un partenaire privilégié, incontournable, qui doit être soutenu, aidé » on est bien loin du discours lénifiant du parti des travailleurs et du peuple dont il se revendique. Le Front National propose de quitter l'Europe et sa

monnaie, de renvoyer les réfugiés chez eux mais ne dit rien sur les causes et responsabilités des états capitalistes.

- **Le Parti Socialiste** et ses alliés sont usés par cinq années au service exclusif du MEDEF, jamais les patrons n'ont reçu autant de cadeaux, jamais ils n'ont été autant soutenus et aidés dans les différentes vagues de licenciements, de suppressions massives d'emplois, des fermetures d'entreprises. C'est encore le cas aujourd'hui. Les candidats actuels du Parti Socialiste tentent de marquer leurs différences avec le pouvoir alors qu'ils ont tous participé (comme les candidats de droite) aux divers gouvernements qui ont tous appliqué à la lettre les directives du MEDEF.

- **Mélenchon** qui vient de tenir un meeting à Lille fait l'objet de tous les égards de la part de la propagande capitaliste qui considère que « c'est la meilleure chance à gauche »... Il se multiplie dans les médias complaisants pour expliquer qu'il est « la seule alternative à gauche » en proposant « un nouveau partage des richesses entre le capital et le travail », ce qui revient à dire que le capitalisme peut et doit être aménagé, qu'il doit partager les richesses produites par les travailleurs. Jamais Mélenchon ne remet en cause l'existence du capitalisme, il propose d'en atténuer les conséquences. Faire croire que le capital est prêt à partager les profits est une tromperie, une imposture, une impasse, un piège politique. L'ex-ministre de Mitterrand et de Jospin sait de quoi il parle, ses propositions illustrent sa volonté de ménager « la chèvre et le chou » en acceptant la précarité dans les entreprises (5 et 10% de CDD suivant la taille de l'entreprise), en proposant une échelle de salaire entre patrons et salariés, en faisant des travailleurs des acteurs « des décisions stratégiques », rien sur la propriété des moyens de production, c'est ni plus ni moins qu'une cogestion de l'entreprise entre patrons et salariés. Les patrons allemands et du nord de l'Europe doivent sourire...On voit bien au travers de ces propositions que Mélenchon considère le capitalisme comme étant incontournable.

- **Quant au Parti Communiste Français**, il souhaite « rassembler toutes les bonnes volontés à gauche », écologistes, socialistes « indignés »... vaste programme mais pour faire quoi ? Depuis qu'il s'est sabordé comme les autres partis communistes en Europe après la chute de l'URSS, ce parti qui n'a de communiste que le nom navigue entre le pouvoir socialiste et les diverses composantes de la « gauche » actuelle. Il ne propose rien, veut construire un programme (encore un) mais évite comme Mélenchon le seul débat qui compte : transformer radicalement la société.

Comme on le voit, aucun parti ne propose de perspective politique claire. Tous sont pour poursuivre et accélérer la politique du MEDEF ou pour négocier avec lui sans le remettre en cause.

Notre Parti porte une autre politique, fondamentalement différente :

Pour répondre aux aspirations du peuple, à ses revendications, il faut prendre par la lutte toutes les richesses créées par le travail, prendre les grands moyens de production et d'échange aux multinationales, aux banques, en chasser les actionnaires sans aucun compromis, en confier le contrôle et la gestion au peuple. C'est à cette seule condition que la société sera transformée. Dévier de cette voie, c'est créer des illusions, c'est maintenir et continuer à servir le capital. Les candidats se bousculent pour jouer ce rôle-là, les recompositions et « grenouillages » divers vont se poursuivre jusqu'à ce que le capital ait choisi ses meilleurs serviteurs.

Les candidats de notre Parti à la présidentielle et aux législatives vont mener une grande campagne politique pour démontrer qu'il existe des moyens considérables pour construire une société qui réponde aux besoins sociaux. Lutter ensemble et renforcer notre parti c'est la construire plus vite.